



Université
de Montréal

L'Université de Montréal et l'avenir du Québec

Présentation du recteur
Monsieur Robert Lacroix
à la Commission de l'Éducation

Le 8 mars 2000

À ce tournant de son histoire, le Québec doit miser sur son ouverture au monde. C'est là un impératif incontournable pour une société dont l'économie dépend d'une expansion croissante à l'échelle nord-américaine et mondiale. À cette fin, le Québec doit consolider les compétences spécialisées dont il dispose et développer celles dont il aura besoin. Le marché de la connaissance est d'emblée international : il implique donc que la société québécoise, soucieuse de l'avenir, se dote des concentrations de ressources requises pour s'assurer une position concurrentielle au sein de la société internationale du savoir.

Le Québec possède des atouts majeurs. Sa spécificité culturelle de société multiethnique, possédant le français comme langue officielle et intégrée au vaste ensemble nord-américain, lui confère une capacité de rayonnement international de premier ordre. L'avenir du Québec a partie liée avec l'essor de Montréal et de sa grande région, où sont concentrées la moitié de sa population et la part la plus substantielle de ses ressources de développement culturel, social et économique. L'épanouissement de la population québécoise suppose l'intégration des communautés qui y cohabitent à la société du savoir que nous constituons déjà et qu'il s'agit désormais de consolider. L'enrichissement collectif du Québec requiert en outre que les ressources de formation et de recherche de la région montréalaise atteignent le niveau de concentration et d'excellence requis pour asseoir durablement sa position concurrentielle tant au plan nord-américain qu'international.

Les grandes universités de recherche sont des vecteurs essentiels de la société du savoir. Elles bénéficient d'un soutien particulier de la part des pouvoirs publics, qui les considèrent comme des agents indispensables de progrès et de promotion de l'excellence.

La société québécoise, consciente de cet enjeu stratégique, a investi pour faire de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées un instrument majeur de son développement. Outre le génie et l'administration assumés par l'École Polytechnique et l'École des Hautes Études Commerciales, l'Université de Montréal s'est affirmée comme université à vocation générale et professionnelle, engagée dans une grande diversité de programmes en sciences humaines, en sciences sociales, dans les arts et les lettres, en sciences naturelles et dans le plus large éventail de disciplines des sciences de la santé au Canada. Elle est active aux trois cycles dans tous ces secteurs et elle détient des fonds de recherche qui la classent aux premiers rangs des universités de recherche canadiennes et parmi les grandes universités publiques de recherche nord-américaines.

Toutes les grandes universités de recherche canadiennes s'efforcent actuellement de se rapprocher des normes de ressources, d'activités et de rendement de leurs homologues américaines, et de combler le retard relatif qu'elles accusent. Parmi ces universités, l'Université de Toronto se détache nettement : elle entend être le pôle de concentration de l'excellence académique à l'échelle du Canada.

Par sa localisation et la variété de ses programmes, l'Université de Montréal avec ses écoles affiliées est l'université de langue française la plus ouverte aux diverses communautés composant la société québécoise. Elle peut constituer au Québec un pôle de concentration et d'excellence analogue à celui que constitue l'Université de Toronto pour l'ensemble canadien. Il s'agit là d'un enjeu national. Avec l'École Polytechnique et l'École des Hautes Études Commerciales, l'Université de Montréal refinancée doit en effet pouvoir s'inscrire dans la courte liste des universités du monde qui exercent un rôle déterminant dans la transmission et le développement des savoirs, dans le maintien et l'enrichissement des arts, des lettres et de la culture universelle, et dans l'innovation sociale, culturelle et technologique. Seul un niveau de financement adéquat permettra à l'Université de soutenir adéquatement la comparaison et d'occuper une position de tête par rapport à ses principales concurrentes hors Québec en termes de ressources, d'effectifs professoraux et étudiants, de programmes d'études et d'activités de recherche. À défaut d'obtenir le soutien requis de la part du gouvernement, l'Université de Montréal avec ses écoles affiliées ne saurait relever le défi que lui imposent la volonté historique de la société québécoise, ses réalisations antérieures et son potentiel de développement : cette incapacité hypothéquerait lourdement l'avenir de la société québécoise.

L'enseignement de premier cycle

Avec plus de 26 000 étudiants au premier cycle, inscrits à près de 55 % dans des programmes professionnels et de 45 % dans des programmes généraux, l'Université de Montréal est un acteur majeur de développement social, économique et culturel; sans elle, le Québec se trouverait privé d'une part cruciale de sa relève.

Ses programmes professionnels ont formé et continuent de former, de façon prépondérante, les professionnels exerçant au Québec dans le secteur de la santé. Pour les années 1995, 1996 et 1997, le pourcentage de diplômés de premier cycle de l'Université de Montréal dans l'ensemble du Québec a été

de : 30 % en médecine, 100 % en médecine vétérinaire, 55 % en médecine dentaire, 51 % en pharmacie, 60,5 % en sciences infirmières, 100 % en optométrie et 50,2 % pour tout le secteur paramédical.

La qualité de la formation dispensée à l'Université dans ces domaines correspond largement aux normes d'agrément et de reconnaissance qui prévalent en Amérique du Nord et elle est l'objet d'évaluations très positives lorsqu'on la compare à celle des programmes analogues hors Québec. À titre d'exemple, au cours des quatre dernières années, les étudiants du doctorat en médecine ont occupé trois fois le premier rang à l'examen du Conseil médical du Canada, devançant l'ensemble des facultés de médecine canadiennes.

Le même raisonnement vaut, *mutatis mutandis*, pour les autres grands secteurs professionnels de l'Université. Ainsi, notre Faculté de droit, la plus importante au Québec, qui a marqué de son empreinte l'ensemble de la vie judiciaire, administrative et politique de notre société, occupe une position d'avant-garde dans le développement des nouvelles expertises que requiert notre devenir collectif, par exemple en droit des affaires et dans les dimensions internationales du droit; elle innove en les intégrant à ses programmes de formation.

Pertinence, innovation, expertise de pointe, adaptation dynamique aux besoins de la société caractérisent tout aussi bien les formations offertes à la Faculté de l'aménagement, à la Faculté des sciences de l'éducation, dans les programmes de criminologie, de service social, de relations industrielles, de communication, de psychologie, de psychoéducation, de traduction, de bibliothéconomie et science de l'information de la Faculté des arts et des sciences, ainsi qu'à la Faculté de musique, principal lieu de formation supérieure dans cet art en langue française. Dans tous ces champs, nos programmes satisfont aux normes les plus exigeantes de reconnaissance professionnelle : ils se situent à l'avant-garde des développements disciplinaires, du progrès des connaissances et du service à la population québécoise.

À ses programmes professionnels, l'Université de Montréal consacre une part considérable de ses ressources humaines et matérielles. Ces secteurs requièrent en effet des effectifs professoraux nombreux et hautement qualifiés, des formules d'encadrement pédagogique onéreuses, des infrastructures de laboratoire, des environnements cliniques, des conditions de stages en milieu de travail, des modes d'apprentissage conformes aux normes nord-américaines de qualité. S'ils se situent à un niveau de qualité comparable à celui qui prévaut dans les grandes universités hors Québec, ces programmes se retrouvent désormais en état d'extrême précarité, faute de ressources suffisantes.

Les coupures budgétaires récentes ont en effet indûment taxé le soutien institutionnel à ces champs d'étude névralgiques. Pour satisfaire aux exigences de reconnaissance et d'agrément professionnels et assurer le niveau attendu de compétence des futurs diplômés dans ces domaines d'investissement lourd, l'Université de Montréal est contrainte à drainer les ressources vitales d'autres secteurs tout aussi importants pour le Québec et pour une grande université de recherche. L'Institution est actuellement à bout de souffle. Elle n'est plus guère en mesure d'offrir désormais ce type de formation au degré requis de qualité et de pertinence sans un apport massif de ressources nouvelles.

En ce qui concerne les programmes de formation fondamentale en sciences, en sciences sociales et en lettres et sciences humaines, c'est une élite de chercheurs, de maîtres et de penseurs qui ont dispensé ces formations à l'Université de Montréal au cours des décennies précédentes. Les diplômés qu'ils ont produits ont assuré la relève universitaire québécoise : sans eux, la recherche tant fondamentale qu'appliquée, n'aurait pas connu l'essor qui conditionne aujourd'hui notre avenir collectif. Ces diplômés ont essaimé dans tous les secteurs de la société pour y investir leurs connaissances et leur savoir-faire et pour y développer, dans un esprit d'ouverture au monde, les contenus et les processus d'une économie du savoir qui transforme le Québec.

Les programmes de sciences à l'Université de Montréal, notamment dans les secteurs expérimentaux lourds : physique, chimie, biochimie et biologie, et dans les secteurs de mathématiques pures et appliquées et d'informatique, représentent un potentiel de formation d'importance stratégique pour le Québec, en raison d'un corps professoral composé de chercheurs de calibre international et couvrant un large éventail d'expertises disciplinaires.

Les études supérieures

Le Québec doit viser à soutenir des lieux d'excellence en formation aux cycles supérieurs. Il ne peut y avoir en effet de programmes de formation valables et justifiés sans milieux d'encadrement où se déroulent des activités de recherche à la fine pointe du savoir et de l'innovation et répondant aux plus hautes normes internationales, celles que l'on retrouve dans les meilleures universités. C'est la conviction de l'Université de Montréal qu'elle est en mesure d'offrir cette formation à ses étudiants inscrits aux cycles supérieurs.

Soutenue par l'excellence de ses milieux de recherche, l'Université de Montréal détient déjà aux cycles supérieurs une position stratégique. Avec ses

écoles affiliées, elle regroupe, en termes d'étudiants inscrits et de diplômés, une fraction majeure de la main-d'œuvre hautement qualifiée présente et future du Québec et elle occupe, par le nombre d'étudiants inscrits aux études supérieures et le nombre de doctorats décernés, une position déterminante à l'échelle du Grand Montréal, du Québec (la première) et du Canada (la deuxième, après Toronto).

L'exploitation de ce potentiel constitue un enjeu d'importance pour la société québécoise, celui d'atteindre des masses critiques regroupant les meilleurs professeurs et les meilleurs étudiants dans le cadre de programmes de qualité internationale. À cette fin, l'Université de Montréal entend continuer de développer ses programmes d'études supérieures en symbiose avec des activités de recherche fondamentale et appliquée en nette croissance.

La formation continue

Dans ses domaines d'expertise, l'Université de Montréal offre déjà des programmes de formation continue de haut niveau, axés sur les besoins de perfectionnement suscités par la nouvelle économie. Le vaste éventail de certificats offerts par la Faculté de l'éducation permanente donne accès à des programmes thématiques ou spécialisés de formation professionnelle à 8 000 adultes.

La recherche

Il n'existe pas de normes absolues pour juger de la performance d'une université en recherche. Toutefois, on peut certainement se référer à des critères relatifs, telle la performance auprès des grands conseils subventionnaires tant québécois que canadiens. Ainsi, selon les dernières données intégrales, celles de 1997-1998, l'Université de Montréal occupe, au Conseil de recherches médicales du Canada (CRM), la troisième place au Canada avec 9,4 % des subventions attribuées. Au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), elle obtient avec l'École Polytechnique la troisième place avec 6,4 % des subventions, alors que plus d'une cinquantaine d'universités canadiennes reçoivent des fonds de cet organisme. Au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), recueillant 7,3 % des subventions, elle occupe avec l'École des Hautes Études Commerciales la deuxième place, après l'Université de Toronto.

Au Fonds FCAR, l'Université de Montréal et ses écoles affiliées s'assurent le premier rang avec 30 % des fonds attribués.

Tous ces indicateurs pointent dans la même direction : l'Université de Montréal avec ses écoles affiliées représente tout près de 30 % des fonds de recherche obtenus au Québec dans le cadre de concours ouverts à toutes les universités. Finalement, le budget de recherche de l'Université de Montréal représente plus de 30 % de son budget total (somme du budget de fonctionnement et du budget de recherche).

L'Université de Montréal avec ses écoles affiliées a joué un rôle déterminant dans l'émergence et le développement de la recherche universitaire au Québec et elle a bénéficié à cette fin d'un soutien constant de la part du gouvernement, des organismes subventionnaires et de ses partenaires des secteurs privés et publics. Il s'agit de savoir aujourd'hui si cette institution peut continuer d'assumer, dans un environnement global hautement concurrentiel, le leadership qu'on lui a jusqu'à présent reconnu et quels efforts particuliers de concentration d'expertise et d'investissement de ressources assureront l'actualisation de son potentiel de développement.

C'est ce patrimoine de l'enseignement universitaire québécois que des compressions budgétaires sans équivalent en Amérique du Nord sont en train de dilapider. L'Université de Montréal, il faut le dire haut et fort, est à bout de souffle parce qu'elle a absorbé avec une grande responsabilité financière les compressions qui lui étaient imposées. C'est ainsi que l'Université de Montréal est l'institution universitaire québécoise qui, en termes absolus autant qu'en pourcentage de ses effectifs, a le plus réduit, depuis 1993-1994, son corps professoral et ses autres catégories d'employés. Il s'agit d'une coupure de 235 postes de professeurs, à savoir 29 % de la réduction de postes de professeurs dans l'ensemble des universités québécoises ; et d'une coupure de 533 postes de personnel non-enseignant qui représente sûrement plus de 30 % des coupures de postes dans l'ensemble des universités. C'est avec la même détermination que l'ensemble des autres dépenses ont été diminuées à l'Université de Montréal.

Bien sûr, l'Université de Montréal, comme les autres universités québécoises, a été surprise et quelque peu déstabilisée par la rapidité et l'ampleur des compressions qui ont débutées au milieu des années 90. Elle a donc dû accepter des déficits au début avant de mettre en place sa stratégie d'ajustement. Elle s'est ajustée si bien que le déficit courant de l'Université de Montréal au 31 mai 2000 sera de l'ordre de 2 M \$ alors que le déficit courant de l'ensemble des universités du Québec atteindra les 100 M \$. C'est dire à quel

point l'Université de Montréal a accepté de se mettre en situation de déficit de ressources pour être responsable financièrement.

Certains laissent entendre que ce comportement financier responsable de l'Université de Montréal était facile puisqu'il y avait dans notre institution bien du gras et que, de toute façon, elle était surfinancée. Rien n'est plus faux !

Je me permettrai de vous donner quelques résultats d'étude pour vous en convaincre.

Commençons donc par l'efficacité avec laquelle l'Université de Montréal utilise ses ressources pour remplir sa mission. Dans La Presse du 13 avril 1999, on trouvait un article d'André Pratte s'intitulant « L'Université de Montréal passe pour un modèle d'efficacité ». Permettez-moi de vous citer les deux premiers paragraphes de cet article « l'Université de Montréal est un modèle d'efficacité et plusieurs universités canadiennes pourraient s'en inspirer pour mieux gérer leurs ressources, indique une étude produite par deux économistes de l'Université de l'Alberta. L'Université de Montréal ressort comme un exemple à suivre pour plusieurs universités de recherche avec faculté de médecine a confirmé à La Presse le professeur McMillan, principal auteur de l'étude publiée récemment. Selon les calculs réalisés par M. McMillan, l'Université de Montréal obtient une cote d'efficacité parfaite et ce quel que soit l'éventail de variables utilisées ». «Or, cette étude fort sophistiquée reposait sur des données allant de 1989 à 1993 donc avant le début des compressions budgétaires.

Voyons maintenant l'état du financement de l'Université de Montréal. Pour ce faire, je vous suggère de situer nos institutions dans un contexte canadien par rapport à leurs comparables. Les données ramassées par la revue Maclean's pour effectuer son classement annuel nous permettent de le faire. En effet, on trouve dans ces données les dépenses d'opération des universités par étudiant équivalent temps complet pondéré. A la page 36 du numéro de février 2000, on trouve que dans la catégorie des universités avec faculté de médecine, l'Université de Montréal se retrouve au 14^e rang des 15 universités canadiennes bien derrière McGill et Laval. En effet, l'Université de Montréal a une dépense de 6 084 \$ par étudiant comparé à 9 177 \$ pour Calgary, 8 376 \$ pour Toronto et 8 003 \$ pour McGill. Qui plus est, dans l'ensemble des 48 universités canadiennes apparaissant dans le classement Maclean's, l'Université de Montréal avec une dépense de 6 084 \$ par étudiant pondéré arrive au 39^e rang.

Vous comprendrez alors pourquoi je peux affirmer, preuves à l'appui, que l'Université de Montréal, compte tenu de sa mission particulière, est

probablement la plus sous-financée des universités québécoises. Je cherche encore une société qui a infligé un tel traitement à sa plus grande université et à celle qui l'assure de son plus grand rayonnement international. Je le dis et je le répète, il s'agit ici d'un enjeu national pour l'avenir de la formation de la relève scientifique et professionnelle au Québec et pour celui de la recherche universitaire dans notre société.

Dans le Mémoire que nous avons fait parvenir au Ministre de l'Éducation, nous avons clairement démontré que pour demeurer concurrentielle au niveau canadien, l'Université de Montréal avait besoin d'une augmentation récurrente de quelque 140 M \$ dans son budget de fonctionnement et d'un réinvestissement massif dans une infrastructure vieillie et mal entretenue à cause de budgets régulièrement et largement inadéquats. Dans une économie reposant sur le savoir, le Québec peut-il se payer le luxe de sous-financer aussi inconsidérément sa plus grande et sa plus importante institution universitaire ? Poser la question, c'est y répondre.